SEANCE DU CONSEIL GENERAL DES 27 ET 28 MAI 2019**Point 4 de l'ordre du jour****Révision partielle du Règlement sur les terrasses des établissements publics**

L'art. 12 al. 2 du Règlement sur les terrasses des établissements publics (RTerr), entré en vigueur le 1^{er} novembre 2017, interdit sur lesdites terrasses l'installation de dispositifs de vente à l'emporter ainsi que de distributeurs automatiques.

Article 12 - *Éléments mobiliers*

¹ Dans le périmètre de la terrasse défini à l'art. 10, seuls les éléments liés à l'exploitation sont admis, notamment : tables, chaises, parasols, panneaux porte-menu, plantes, bacs à fleurs, meubles de services de petite dimension.

² Les dispositifs destinés à la vente à l'emporter sont interdits. Il en va de même des distributeurs automatiques.

³ Les haut-parleurs et les chauffages en plein air sont interdits.

Il en découle à l'art. 17 al. 1 lit. c que la préparation, respectivement l'entreposage d'aliments (par ex. frigo, congélateur) ainsi que le débit de boissons (machine à café, tirage de bière, etc.) y sont également interdits.

Article 17 - *Modalités d'exploitation*

¹ L'exploitation des terrasses est assujettie aux modalités suivantes :

- a. Le nombre d'usagers de la terrasse doit garantir le respect de la surface d'empiètement sur le domaine public.
- b. Il ne doit en aucun cas dépasser deux fois la capacité de l'établissement public gérant de la terrasse, telle qu'inscrite dans sa patente. Tous les usagers potentiels de la terrasse sont pris en compte dans ce calcul, qu'ils s'y tiennent debout ou assis.
- c. La préparation respectivement l'entreposage d'aliments (par ex. frigo, congélateur) ainsi que le débit de boissons (machine à café, tirage de bière, etc.) sont interdits sur les terrasses.
- d. En présence d'arbres d'avenue, le détenteur de la terrasse tient compte des éventuels inconvénients qui peuvent en résulter.
- e. La surface utilisée pour l'exploitation d'une terrasse ainsi que son pourtour immédiat doit faire l'objet d'un entretien journalier (nettoyage/balayage), qui incombe au détenteur de la terrasse au plus tard dès la fermeture de l'établissement public. Le détenteur met en oeuvre les moyens nécessaires pour conserver l'aspect du sol.
- f. Le détenteur procède à l'évacuation correcte des déchets.
- g. L'exploitation garantit en tout temps l'accès aux services publics, tels qu'incendie et secours.

² L'acte d'autorisation intègre expressément ces modalités sous forme de conditions et de charges. La Ville peut en imposer d'autres en fonction des spécificités de chaque terrasse.

Les deux dispositions ci-dessus signifient que la surface de la terrasse d'un établissement public est une extension de l'espace dévolu aux clients uniquement, tout le service devant se faire depuis l'intérieur de l'établissement.

I. Demandes d'assouplissement

Quelques restaurateurs ont signalé au Conseil communal que ces interdictions sont trop rigides, car elles ne permettent pas d'exceptions à l'occasion de manifestations organisées à proximité de leur établissement, notamment durant le marché folklorique ou lors de rassemblements comme la Fête fédérale des tambours et fifres à fin juin 2018.

Ils estiment en effet que, en cas de forte affluence, il est nécessaire de pouvoir donner suite rapidement aux commandes de la clientèle.

II. Proposition du Conseil communal

Le Conseil communal souhaite assouplir l'interdiction de l'art. 17 en autorisant, lors du marché folklorique et de manifestations organisées à proximité d'établissements publics disposant d'une terrasse, le débit de boissons sur la terrasse et la préparation de mets simples ainsi que la vente à l'emporter, en espérant que celle-ci n'occasionne pas l'abandon de gobelets et autre vaisselle en plastique sur le domaine public.

Le Conseil communal invite le Conseil général à approuver la révision du Règlement sur les terrasses des établissements publics par l'ajout à l'art. 17 al. 1 d'une lettre c^{bis} dont le libellé est le suivant :

Le Conseil communal, sur demandes présentées par écrit, peut accorder des autorisations exceptionnelles, de durée limitée, d'installer des débits de boissons et des équipements de cuisine sur les terrasses lors du marché folklorique et de manifestations spéciales d'envergure, dans le respect des normes d'hygiène en vigueur. Dans de tels cas, en dérogation à l'art. 12 al. 2, la vente à l'emporter est autorisée.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

**Le Syndic
Jacques Morand**

**Le Secrétaire général
Jean-Marc Morand**